



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Marchés financiers

Question au Gouvernement n° 1782

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Jacques Brunhes.

M. Jacques Brunhes. Monsieur le Premier ministre, selon les critères du Bureau international du travail, le nombre des chômeurs a augmenté de 163 000 en un an. Il est au niveau de mars 1993 et des dizaines de milliers de suppressions d'emplois sont annoncées dans les secteurs les plus divers.

La précarité explose. La part des salaires dans la valeur ajoutée ne cesse de baisser. Le nombre des smicards est à un niveau jamais atteint.

Comment s'étonner, des lors, du recul de 0,1 p. 100 de la production industrielle et de la diminution de 1,4 p. 100 de la consommation des ménages en avril ?

Les termes d'austerité et de rigueur sont devenus impropres : c'est bien d'un cataclysme économique et social qu'il s'agit !

M. Jean-Claude Lefort. Tout a fait !

M. Jacques Brunhes. La France est devenue, monsieur le Premier ministre, sous votre gouvernement, un véritable chantier de démolition ! (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

L'option de Maastricht et d'une politique monétariste de soumission aux marchés financiers se révèle catastrophique.

L'exigence d'arrêter ces mouvements fous de capitaux, meurtriers pour l'emploi et dangereux pour le pays, monte. Cela suppose de résister aux marchés financiers, dont les pouvoirs considérables ne sont pas une fatalité.

Allez-vous défendre, dans cet objectif, lors du G 7 de Lyon, le principe d'une taxe sur les mouvements spéculatifs de capitaux, ainsi que le suggèrent des organisations internationales et des économistes, comme le prix Nobel américain James Tobin ?

M. Jean-Claude Lefort. Voilà !

M. Jacques Brunhes. Allez-vous enfin prendre, en urgence, des mesures de développement de notre économie par l'investissement dans le travail et la consommation des capitaux aujourd'hui gaspillés par la spéculation ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et sur quelques bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le député, je me garderai bien de répondre sur un ton aussi polémique que le votre. (Exclamations sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste.)

M. Jean-Yves Le Deaut. Vous êtes en faillite !

M. le ministre de l'économie et des finances. Il est temps de reconnaître que notre économie ne peut se développer si elle reste repliée sur elle-même, sur le champ clos national ; nous sommes entrés dans une économie globale mondialisée.

Le parti qu'a pris le Gouvernement, sous l'autorité de M. le Premier ministre,...

M. Jean-Claude Lefort. Il n'a plus d'autorité !

M. le ministre de l'économie et des finances... c'est de rendre la France plus compétitive, plus attractive,...

M. Christian Bataille. Vous etes en train de l'epuiser !

M. le ministre de l'economie et des finances. ... apte a developper une plus grande valeur ajoutee pour creer des emplois et ameliorer la cohesion sociale.

Le G7, qui va se reunir a la fin de la semaine a Lyon, sous la presidence de M. le President de la Republique, a pour objet de demontrer que la mondialisation peut etre une chance pour tous,...

Mme Frederique Bredin. Surtout pour les chomeurs !

M. le ministre de l'economie et des finances. ... non seulement pour les pays developpes, mais aussi pour les pays en voie de developpement.

Nous allons donc soumettre aux chefs d'Etat et de gouvernement une contribution visant a donner plus de stabilite aux marches, et en particulier plus d'equite aux parites monetaires, ce dont ont besoin les entreprises pour investir et creer des emplois.

Mais nous voulons aussi que les marches financiers soient organises et que des regles prudentielles permettent de prevenir des risques systemiques qui pourraient etre desastreux pour l'economie mondiale et pour la France. Ce sont toutes ces questions qui seront debattues lors du G7. Nous devons demontrer que nous sommes capables de faire en sorte que cette mondialisation soit bien une chance pour chacun.

Cela signifie que nous devons entreprendre et poursuivre des reformes structurelles, mais que nous devons egalement equilibrer nos finances publiques. Ce serait une illusion de croire que le deficit public et la depense publique contribuent a ameliorer l'emploi. Quand donc comprendrez-vous cela, monsieur le depute ?

(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Jacques Brunhes.

M. Jacques Brunhes. Monsieur le Premier ministre, selon les criteres du Bureau international du travail, le nombre des chomeurs a augmente de 163 000 en un an. Il est au niveau de mars 1993 et des dizaines de milliers de suppressions d'emplois sont annoncees dans les secteurs les plus divers.

La precarite explose. La part des salaires dans la valeur ajoutee ne cesse de baisser. Le nombre des smicards est a un niveau jamais atteint.

Comment s'etonner, des lors, du recul de 0,1 p. 100 de la production industrielle et de la diminution de 1,4 p. 100 de la consommation des menages en avril ?

Les termes d'austerite et de rigueur sont devenus impropres: c'est bien d'un cataclysme economique et social qu'il s'agit !

M. Jean-Claude Lefort. Tout a fait !

M. Jacques Brunhes. La France est devenue, monsieur le Premier ministre, sous votre gouvernement, un veritable chantier de demolition ! (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

L'option de Maastricht et d'une politique monetariste de soumission aux marches financiers se revele catastrophique.

L'exigence d'arreter ces mouvements fous de capitaux, meurtriers pour l'emploi et dangereux pour le pays, monte. Cela suppose de resister aux marches financiers, dont les pouvoirs considerables ne sont pas une fatalite.

Allez-vous defendre, dans cet objectif, lors du G 7 de Lyon, le principe d'une taxe sur les mouvements speculatifs de capitaux, ainsi que le suggerent des organisations internationales et des economistes, comme le prix Nobel americain James Tobin ?

M. Jean-Claude Lefort. Voila !

M. Jacques Brunhes. Allez-vous enfin prendre, en urgence, des mesures de developpement de notre economie par l'investissement dans le travail et la consommation des capitaux aujourd'hui gaspilles par la speculation ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et sur quelques bancs du groupe socialiste.)

M. le president. La parole est a M. le ministre de l'economie et des finances.

M. Jean Arthuis, ministre de l'economie et des finances. Monsieur le depute, je me garderai bien de repondre

sur un ton aussi polemique que le votre. (Exclamations sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste.)

M. Jean-Yves Le Deaut. Vous etes en faillite !

M. le ministre de l'economie et des finances. Il est temps de reconnaitre que notre economie ne peut se developper si elle reste repliee sur elle-meme, sur le champ clos national; nous sommes entres dans une economie globale mondialisee.

Le parti qu'a pris le Gouvernement, sous l'autorite de M. le Premier ministre,...

M. Jean-Claude Lefort. Il n'a plus d'autorite !

M. le ministre de l'economie et des finances... c'est de rendre la France plus competitive, plus attractive,...

M. Christian Bataille. Vous etes en train de l'epuiser !

M. le ministre de l'economie et des finances. ... apte a developper une plus grande valeur ajoutee pour creer des emplois et ameliorer la cohesion sociale.

Le G7, qui va se reunir a la fin de la semaine a Lyon, sous la presidence de M. le President de la Republique, a pour objet de demontrer que la mondialisation peut etre une chance pour tous,...

Mme Frederique Bredin. Surtout pour les chomeurs !

M. le ministre de l'economie et des finances. ... non seulement pour les pays developpes, mais aussi pour les pays en voie de developpement.

Nous allons donc soumettre aux chefs d'Etat et de gouvernement une contribution visant a donner plus de stabilite aux marches, et en particulier plus d'equite aux parites monetaires, ce dont ont besoin les entreprises pour investir et creer des emplois.

Mais nous voulons aussi que les marches financiers soient organises et que des regles prudentielles permettent de prevenir des risques systemiques qui pourraient etre desastreux pour l'economie mondiale et pour la France. Ce sont toutes ces questions qui seront debattues lors du G7. Nous devons demontrer que nous sommes capables de faire en sorte que cette mondialisation soit bien une chance pour chacun.

Cela signifie que nous devons entreprendre et poursuivre des reformes structurelles, mais que nous devons egalement equilibrer nos finances publiques. Ce serait une illusion de croire que le deficit public et la depense publique contribuent a ameliorer l'emploi. Quand donc comprendrez-vous cela, monsieur le depute ?

(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

Données clés

Auteur : [M. Brunhes Jacques](#)

Circonscription : - COM

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1782

Rubrique : Politique economique

Ministère interrogé : économie et finances

Ministère attributaire : économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 juin 1996, page 4948

Réponse publiée le : 27 juin 1996, page 4948

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 27 juin 1996